



NOTE DE PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE DU BUDGET PRIMITIF 2020

Sommaire :

I. Le cadre général du budget

II. La section de fonctionnement

III. La section d'investissement

IV. Les données synthétiques du budget – Récapitulation

Annexe : extrait du CGCT

I. Le cadre général du budget

L'article L 2313-1 du code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présente note répond à cette obligation pour la commune ; elle est disponible sur le site internet de la commune.

Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes autorisées et prévues pour l'année 2020. Il respecte les principes budgétaires : annualité, universalité, unité, équilibre et antériorité. Le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Il doit être voté par l'assemblée délibérante avant le 15 avril de l'année à laquelle il se rapporte, ou le 30 avril l'année de renouvellement de l'assemblée, et transmis au représentant de l'État dans les 15 jours qui suivent son approbation. Par cet acte, le maire, ordonnateur est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget, pour la période qui s'étend du 1er janvier au 31 décembre de l'année civile.

Le budget 2020 a été voté le 02/03/2020 par le conseil municipal. Il peut être consulté sur simple demande au secrétariat général de la mairie aux heures d'ouvertures des bureaux. Ce budget a été établi avec la volonté :

- de maîtriser les dépenses de fonctionnement tout en maintenant le niveau et la qualité des services rendus aux habitants ;
- de contenir la dette en limitant le recours à l'emprunt ;
- de mobiliser des subventions auprès du conseil départemental et de la Région chaque fois que possible.

Les sections de fonctionnement et investissement structurent le budget de notre collectivité. D'un côté, la gestion des affaires courantes (ou section de fonctionnement), incluant notamment le versement des salaires des agents de la commune ; de l'autre, la section d'investissement qui a vocation à préparer l'avenir.

II. La section de fonctionnement

a) Généralités

Le budget de fonctionnement permet à notre collectivité d'assurer le quotidien.

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services communaux. C'est un peu comme le budget d'une famille : le salaire des parents d'un côté et toutes les dépenses quotidiennes de l'autre (alimentation, loisirs, santé, impôts, remboursement des crédits...).

Pour notre commune :

Les recettes de fonctionnement correspondent aux sommes encaissées au titre des prestations fournies à la population (cantine,...), aux impôts locaux, aux dotations versées par l'Etat, à diverses subventions.

Les recettes de fonctionnement 2020 représentent 679 359 euros.

Les dépenses de fonctionnement sont constituées par les salaires du personnel municipal, l'entretien et la consommation des bâtiments communaux, les achats de matières premières et de fournitures, les prestations de services effectuées, les subventions versées aux associations et les intérêts des emprunts à payer.

Les salaires représentent 37.95 % des dépenses réelles de fonctionnement de la commune.

Les dépenses de fonctionnement 2020 représentent 540 949 euros

Au final, l'écart entre le volume total des recettes de fonctionnement et celui des dépenses de fonctionnement constitue l'autofinancement, c'est-à-dire la capacité de la commune à financer elle-même ses projets d'investissement sans recourir nécessairement à un emprunt nouveau.

Il existe trois principaux types de recettes pour une commune :

Les impôts locaux (328 636 € pour 2019 et prévision 2020 : 328 000 €)

Les dotations versées par l'Etat

Les recettes encaissées au titre des prestations fournies à la population

-2019 : 75 510.97 €

-2020 : 74 740 € (prévision)

b) Les principales dépenses et recettes de la section :

Dépenses	Montant	recettes	Montant
Dépenses courantes	181 019 €	Excédent brut reporté	30 000 €
Dépenses de personnel	205 340 €	Recettes des services	74 740 €

Autres dépenses de gestion courante	138 990 €	Impôts et taxes	462 404 €
Dépenses financières	12 500 €	Dotations et participations	134 910 €
Dépenses exceptionnelles	100 €	Autres recettes de gestion courante	7 305 €
Autres dépenses	0 €	Recettes exceptionnelles	0
Dépenses imprévues	3 000 €	Recettes financières	0
Total dépenses réelles	540 949 €	Autres recettes	0 €
Charges (écritures d'ordre entre sections)	2 790 €	Total recettes réelles	709 359 €
Virement à la section d'investissement	175 620 €	Produits (écritures d'ordre entre sections)	10 000 €
Total général	719 359 €	Total général	719 359 €

Commentaires concernant les données de ce tableau.

c) La fiscalité

Les taux des impôts locaux pour 2019:

- . Taxe d'habitation 26.05 %
- . Taxe foncière sur le bâti 16.52 %
- . Taxe foncière sur le non bâti 49.87 %

Le produit attendu de la fiscalité locale s'élève à 328 000 €

d) Les dotations de l'Etat.

Les dotations attendues de l'Etat s'élèveront à 134 910 €.

III. La section d'investissement

a) Généralités

Le budget d'investissement prépare l'avenir. Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la commune à moyen ou long terme. Elle concerne des actions, dépenses ou recettes, à caractère exceptionnel. Pour un foyer, l'investissement a trait à tout ce qui contribue à accroître le patrimoine familial : achat d'un bien immobilier et travaux sur ce bien, acquisition d'un véhicule, ...

Le budget d'investissement de la commune regroupe :

- en dépenses : toutes les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité. Il s'agit notamment des acquisitions de mobilier, de matériel, d'informatique, de véhicules, de biens immobiliers, d'études et de travaux soit sur des structures déjà existantes, soit sur des structures en cours de création.

- en recettes : deux types de recettes coexistent : les recettes dites patrimoniales telles que les recettes perçues en lien avec les permis de construire (Taxe d'aménagement) et les subventions d'investissement perçues en lien avec les projets d'investissement retenus (par exemple : des subventions relatives à la construction d'un nouveau centre de loisirs, à la réfection du réseau d'éclairage public...).

b) Une vue d'ensemble de la section d'investissement

dépenses	montant	Recettes	Montant
Solde d'investissement reporté	33 551.79 €	Virement de la section de fonctionnement	175 620 €
Remboursement d'emprunts	69 486.21 €	FCTVA	25 000 €
Subventions versées	450 €		
Travaux de bâtiments	25 000 €	excédent de fonctionnement 2019)	218 907.94 €
Travaux de voirie	30 000 €	Cessions d'immobilisations	
Travaux foyer des jeunes	0 €	Taxe aménagement	5 000 €
Aménagement paysager	2 000 €	subventions	45 654.06 €
Terrain de foot	0 €	Emprunt	143 431 €
Matériel et mobilier	25 000 €	Produits (écritures d'ordre entre section)	2 790 €
Eclairage public	3 500 €		
Salle de sports	26 000 €		
Bibliothèque	12 000 €		
Salle de théâtre	20 000 €		
mairie	110 000 €		

Aménagement rue du Petit Lay et rue des Aires	160 000 €		
Magasin	2 000 €		
Charges (écritures d'ordre entre sections)	10 000 €		
Reste à réaliser 2019	207 171 €	Reste à réaliser 2019	119 756 €
Total général	736 159 €	Total général	736 159€

c) Les principaux projets de l'année 2020 sont les suivants :

- Agrandissement et mise aux normes de la salle de sports.
- Aménagement de la mairie
- Voirie.
- Aménagement de la rue du Petit Lay et rue des Aires
- plantations pieds de murs.
- Acquisition de matériel

IV. Les données synthétiques du budget – Récapitulation

a) Recettes et dépenses de fonctionnement : **719 359 €**

b) Recettes et dépenses d'investissement : **736 159 €**

En investissement dépenses et recettes réparties comme suit :

- dépenses : crédits reportés 2019	:	207 171.00 €
Nouveaux crédits	:	495 436.21 €
Solde d'exécution 2018	:	33 551.79 €
TOTAL	:	736 159.00 €
- Recettes : crédits reportés 2019	:	119 756.00 €
Nouveaux crédits	:	616 403.00 €
TOTAL	:	736 159.00 €

c) Etat de la dette

Capital restant dû au 01/01/2020 : 349 043.06 €

Annuités de l'exercice 2020 : 81 833.95 €

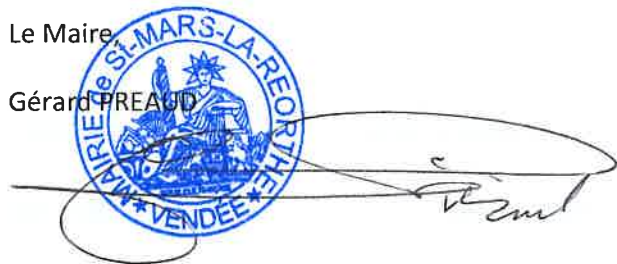
Nota : Pour les collectivités locales et leurs établissements (communes, départements, régions, EPCI, syndicats mixtes, établissements de coopération interdépartementale), les articles L 2121-26, L 3121-17, L 4132-16, L.5211-46, L 5421-5, L

5621-9 et L 5721-6 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoient le droit pour toute personne physique ou morale de demander communication des procès-verbaux, budgets, comptes et arrêtés.

Fait à SAINT MARS LA REORTHE, le 04/03/2020

Le Maire

Gérard PREAUD



ANNEXE

CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES – EXTRAIT DE L'ARTICLE L2313-1

LES BUDGETS DE LA COMMUNE RESTENT DEPOSES A LA MAIRIE ET, LE CAS ECHEANT, A LA MAIRIE ANNEXE OU ILS SONT MIS SUR PLACE A LA DISPOSITION DU PUBLIC DANS LES QUINZE JOURS QUI SUIVENT LEUR ADOPTION OU EVENTUELLEMENT LEUR NOTIFICATION APRES REGLEMENT PAR LE REPRESENTANT DE L'ETAT DANS LE DEPARTEMENT.

LE PUBLIC EST AVISE DE LA MISE A DISPOSITION DE CES DOCUMENTS PAR TOUT MOYEN DE PUBLICITE AU CHOIX DU MAIRE.

DANS LES COMMUNES DE 3 500 HABITANTS ET PLUS, LES DOCUMENTS BUDGETAIRES, SANS PREJUDICE DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L2343-2, SONT ASSORTIS EN ANNEXE :

1° DE DONNEES SYNTHETIQUES SUR LA SITUATION FINANCIERE DE LA COMMUNE ;

2° DE LA LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES PAR LA COMMUNE SOUS FORME DE PRESTATIONS EN NATURE OU DE SUBVENTIONS. CE DOCUMENT EST JOINT AU SEUL COMPTE ADMINISTRATIF ;

3° DE LA PRESENTATION AGREEE DES RESULTATS AFFERENTS AU DERNIER EXERCICE CONNU DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES DE LA COMMUNE. CE DOCUMENT EST JOINT AU SEUL COMPTE ADMINISTRATIF ;

4° DE LA LISTE DES ORGANISMES POUR LESQUELS LA COMMUNE :

A) DETIENT UNE PART DU CAPITAL ;

B) A GARANTI UN EMPRUNT ;

C) A VERSE UNE SUBVENTION SUPERIEURE A 75 000 EUROS OU REPRESENTANT PLUS DE 50 % DU PRODUIT FIGURANT AU COMPTE DE RESULTAT DE L'ORGANISME.

LA LISTE INDIQUE LE NOM, LA RAISON SOCIALE ET LA NATURE JURIDIQUE DE L'ORGANISME AINSI QUE LA NATURE ET LE MONTANT DE L'ENGAGEMENT FINANCIER DE LA COMMUNE ;

5° SUPPRIME ;

6° D'UN TABLEAU RETRAÇANT L'ENCOURS DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE AINSI QUE L'ECHEANCIER DE LEUR AMORTISSEMENT ;

7° DE LA LISTE DES DELEGATAIRES DE SERVICE PUBLIC ;

8° DU TABLEAU DES ACQUISITIONS ET CESSIONS IMMOBILIERES MENTIONNE AU C DE L'ARTICLE L 300-5 DU CODE DE L'URBANISME ;

9° D'UNE ANNEXE RETRAÇANT L'ENSEMBLE DES ENGAGEMENTS FINANCIERS DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE OU DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC RESULTANT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PREVUS A L'ARTICLE L1414-1;

10° D'UNE ANNEXE RETRAÇANT LA DETTE LIEE A LA PART INVESTISSEMENTS DES CONTRATS DE PARTENARIAT.

LORSQU'UNE DECISION MODIFICATIVE OU LE BUDGET SUPPLEMENTAIRE A POUR EFFET DE MODIFIER LE CONTENU DE L'UNE DES ANNEXES, CELLE-CI DOIT ETRE A NOUVEAU PRODUITE POUR LE VOTE DE LA DECISION MODIFICATIVE OU DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE.

DANS CES MEMES COMMUNES DE 3 500 HABITANTS ET PLUS, LES DOCUMENTS VISES AU 1° FONT L'OBJET D'UNE INSERTION DANS UNE PUBLICATION LOCALE DIFFUSEE DANS LA COMMUNE.

LES COMMUNES ET LEURS GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS AYANT INSTITUTE LA TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES ET QUI ASSURENT AU MOINS LA COLLECTE DES DECHETS MENAGERS RETRACENT DANS UN ETAT SPECIAL ANNEXE AUX DOCUMENTS BUDGETAIRES, D'UNE PART, LE PRODUIT PERÇU DE LA TAXE PRECITEE ET LES DOTATIONS ET PARTICIPATIONS REÇUES POUR LE FINANCEMENT DU SERVICE, LIEES NOTAMMENT AUX VENTES D'ENERGIE OU DE MATERIAUX, AUX SOUTIENS REÇUS DES ECO-ORGANISMES OU AUX AIDES PUBLIQUES, ET D'AUTRE PART, LES DEPENSES, DIRECTES ET INDIRECTES, AFFERENTES A L'EXERCICE DE LA COMPETENCE SUSMENTIONNEE.

LES ETABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPERATION INTERCOMMUNALE ET LES COMMUNES SIGNATAIRES DE CONTRATS DE VILLE PRESENTENT ANNUELLEMENT UN ETAT, ANNEXE A LEUR BUDGET, RETRAÇANT LES RECETTES ET LES DEPENSES CORRESPONDANT AUX ENGAGEMENTS PRIS DANS LE CADRE DE CES CONTRATS. Y FIGURENT L'ENSEMBLE DES ACTIONS CONDUITES ET DES MOYENS APPORTES PAR LES DIFFERENTES PARTIES AU CONTRAT, NOTAMMENT LES DEPARTEMENTS ET LES REGIONS, EN DISTINGUANT LES MOYENS QUI RELEVANT DE LA POLITIQUE DE LA VILLE DE CEUX QUI RELEVANT DU DROIT COMMUN.

POUR L'ENSEMBLE DES COMMUNES, LES DOCUMENTS BUDGETAIRES SONT ASSORTIS D'ETATS PORTANT SUR LA SITUATION PATRIMONIALE ET FINANCIERE DE LA COLLECTIVITE AINSI QUE SUR SES DIFFERENTS ENGAGEMENTS.

UNE PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE RETRAÇANT LES INFORMATIONS FINANCIERES ESSENTIELLES EST JOINTE AU BUDGET PRIMITIF ET AU COMPTE ADMINISTRATIF AFIN DE PERMETTRE AUX CITOYENS D'EN SAISIR LES ENJEUX.

LA PRESENTATION PREVUE AU PRECEDENT ALINEA AINSI QUE LE RAPPORT ADRESSE AU CONSEIL MUNICIPAL A L'OCCASION DU DEBAT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE L'EXERCICE PREVU A L'ARTICLE L2312-1, LA NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE ANNEXEE AU BUDGET PRIMITIF ET CELLE ANNEXEE AU COMPTE ADMINISTRATIF, CONFORMEMENT A L'ARTICLE L2121-12, SONT MIS EN LIGNE SUR LE SITE INTERNET DE LA COMMUNE, LORSQU'IL EXISTE, APRES L'ADOPTION PAR LE CONSEIL MUNICIPAL DES DELIBERATIONS AUXQUELLES ILS SE RAPPORTENT ET DANS DES CONDITIONS PREVUES PAR DECRET EN CONSEIL D'ETAT.

UN DECRET EN CONSEIL D'ETAT FIXE LES CONDITIONS D'APPLICATION DU PRESENT ARTICLE.

